

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société DOW FRANCE
Commune de Villers-Saint-Paul**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 32 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du Code de l'environnement ;

Vu les actes antérieurement délivrés à la société DOW FRANCE pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Villers-Saint-Paul et notamment les arrêtés préfectoraux du 10 décembre 2013 autorisant la société ROHM AND HAAS à exploiter les installations de fabrication et de séchage de polymères acryliques sur le territoire de la commune de Villers-Saint-Paul et du 15 mai 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2023 portant délégation de signature à Mme Victoire LANTREIBECQ, directrice de cabinet de la Préfète de l'Oise ;

Vu le récépissé du 23 juin 2016 actant la reprise par la société DOW FRANCE de l'exploitation des installations de la société ROHM AND HAAS sur la commune de Villers-Saint-Paul ;

Vu le courrier du 2 février 2024 et le courriel du 16 mai 2024 par lequel la société DOW FRANCE transmet à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement l'étude technico-économique relative à la réduction des prélèvements d'eau imposée par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2023 susvisé ;

Vu le courriel adressé le 2 juillet 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courriel le 4 juillet 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. La société DOW FRANCE réalise les activités suivantes sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul :
 - la fabrication de polymères acryliques ;
 - le séchage de polymères acryliques ;
2. La société DOW FRANCE a remis une étude technico-économique présentant les actions mises en œuvre depuis 2019 pour réduire les prélèvements d'eau dans l'Oise pour ses installations ;
3. Les prélèvements autorisés en eau déminéralisée ont déjà été réduits de 10 % environ dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2023 ;
4. Au regard des actions réalisées en vue d'optimiser la gestion de l'eau sur le site, les prélèvements autorisés en eau brute peuvent être réduits de 50 000 m³/an à 35 000 m³/an ;
5. Il convient par conséquent de réduire la quantité annuelle maximale autorisée d'eau prélevée dans l'Oise pour les besoins des installations de la société DOW FRANCE ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société DOW FRANCE, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé 23 Rue Jules Rimet 93200 La Plaine-Saint-Denis cedex est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées rue Frédéric Kuhlman à Villers-Saint-Paul (60870).

Article 2 : Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions sont supprimées, modifiées ou remplacées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2023 modifiant les prescriptions de la consommation d'eau des actes antérieurs et prescrivant notamment une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019.	Tous	Supprimé
Arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2013 modifiant les prescriptions réglementant le fonctionnement de la société DOW FRANCE à Villers-Saint-Paul	Article 4.1.1 : origine des approvisionnements en eau	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2013 modifiant les prescriptions réglementant le fonctionnement de la société DOW FRANCE à Villers-Saint-Paul	Article 9.2.2 : relevé des prélèvements d'eau	Supprimé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté

Article 3 : Origine des approvisionnements en eau

L'article 4.1.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2013 est modifié comme suit :

Les prélèvements d'eau de l'établissement qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (SANDRE)	Descriptif	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Réseau public	Villers-Saint-Paul	/	/	2 000 m ³
Rivière Oise (via IWT)	L'Oise	H 0-3102	Eau brute	35 000 m ³
Rivière Oise (via IWT)	L'Oise	H 0-3102	Eau déminéralisée	100 000 m ³

Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire. En particulier, la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf pour la régulation de la température du stockeur d'acide acrylique dans les conditions prévues au titre 4 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013.

Article 4 : Relevé des prélèvements d'eau

L'article 9.2.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2013 est modifié comme suit :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement.

Les résultats sont portés sur un registre.

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- Tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- Tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

Article 5 : Bilan de la consommation d'eau brute

Au plus tard le 31 janvier 2025, l'exploitant établit un retour d'expérience de la gestion et de la consommation d'eau brute sur le site de Villers-Saint-Paul.

Le bilan de la consommation d'eau brute est accompagné d'une proposition justifiée de seuil d'autorisation de prélèvement de cette source.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et à la préfète de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

Article 7 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villers-Saint-Paul pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Villers-Saint-Paul fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

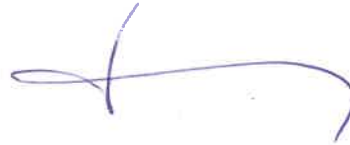
<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Villers-Saint-Paul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 17 JUIL. 2024



La sous-préfète,
Directrice de cabinet

Victoire LANTREIBECQ

Destinataires :

Société DOW France

Le sous-préfet de Senlis

Le maire de Villers-Saint-Paul

Le directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Hauts de France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

